

ANALYSE GÉOPOLITIQUE · SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ·
AFRIQUE 2026

Détroit d'Ormuz · Économies africaines · Souveraineté énergétique
Série : Vigilance stratégique face à l'instabilité au Moyen-Orient — Article 2

L'Afrique otage du Golfe

Choc pétrolier et vulnérabilité africaine : quand la fermeture du détroit d'Ormuz frappe Dakar avant Dubaï

Abbé Dibacor Philippe NGOM

Analyste en intelligence stratégique, géopolitique, gouvernance et paix · Centre Africain d'Intelligence Stratégique pour la Paix (CAISP)

Résumé analytique

La crise du Moyen-Orient est généralement analysée sous l'angle de ses protagonistes directs. Ses victimes potentielles les plus silencieuses se trouvent pourtant sur un autre continent. Les économies d'Afrique subsaharienne — importatrices nettes d'hydrocarbures, dépourvues de réserves stratégiques et dont les monnaies restent vulnérables aux chocs externes — seraient frappées de plein fouet par une fermeture, même partielle et temporaire, du détroit d'Ormuz, bien avant les économies occidentales dotées de stocks tampons. Cet article examine les mécanismes de transmission de ce choc vers les économies africaines, analyse le cas sénégalais à l'heure de sa transition pétrolière naissante, et plaide pour une doctrine africaine de souveraineté énergétique collective comme réponse de long terme à une dépendance structurelle dont la crise iranienne révèle toute la dangerosité.

I. INTRODUCTION — LE SILENCE DES VICTIMES LOINTAINES

Dans notre analyse précédente consacrée à l'escalade au Moyen-Orient, nous soulignons que la variable la plus redoutable du conflit irano-américain n'était pas nécessairement la capacité balistique directe de l'Iran, mais son pouvoir de nuisance économique à travers le contrôle potentiel du détroit d'Ormuz, avec des effets **disproportionnés sur les économies africaines** les plus exposées. La présente analyse développe ce fil de manière autonome, car il mérite un traitement à la hauteur de son importance géopolitique réelle.

Une asymétrie analytique frappe le traitement médiatique et académique des crises du Golfe : l'attention se concentre presque exclusivement sur les protagonistes directs et sur les grandes puissances dont les intérêts stratégiques sont immédiatement lisibles. Les économies africaines, parmi les plus vulnérables aux chocs sur les prix de l'énergie, demeurent dans l'angle mort de l'analyse. Cette invisibilité est elle-même un problème

politique : elle maintient les dirigeants africains dans une posture de spectateurs passifs d'une crise dont ils subiraient les effets en première ligne.

Notre thèse est simple mais rarement énoncée avec clarté : **une fermeture du détroit d'Ormuz frapperait Dakar avant Dubaï**. Non pas parce que Dakar est plus proche du Golfe, mais parce que Dakar est infiniment moins armée pour absorber le choc. Cette vulnérabilité structurelle n'est pas une fatalité — elle appelle une doctrine de souveraineté énergétique africaine dont les contours restent largement à construire.

II. L'AFRIQUE DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE — UNE POSITION STRUCTURELLEMENT FRAGILE

A. La dépendance aux importations d'hydrocarbures

À l'exception d'un nombre limité de pays exportateurs nets — Nigeria, Angola, Libye, Algérie, Gabon, et depuis peu le Sénégal — la majorité des États d'Afrique subsaharienne sont des importateurs nets d'hydrocarbures. Cette dépendance est d'autant plus critique que ces économies sont généralement **plus intensives en énergie par unité de PIB** que les économies du Nord, du fait d'industries extractives et agricoles énergivores et d'infrastructures de transport moins efficaces.

La structure des importations présente une caractéristique aggravante : une forte concentration géographique des fournisseurs. Une fraction significative des importations d'hydrocarbures d'Afrique de l'Ouest transite — directement ou via les marchés mondiaux — par les voies maritimes du Golfe Persique. L'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Irak et le Koweït figurent parmi les principaux fournisseurs de plusieurs économies africaines pour les produits raffinés. Une perturbation majeure d'Ormuz impacterait ces flux à leur source même.

B. L'absence de réserves stratégiques — une vulnérabilité critique

Les grandes économies industrielles disposent de réserves stratégiques de pétrole précisément conçues pour amortir les chocs d'approvisionnement. Les États-Unis maintiennent une Strategic Petroleum Reserve capable de couvrir plusieurs mois de consommation nationale. L'Union européenne impose à ses membres des stocks obligatoires équivalant à 90 jours de consommation. **Aucun État d'Afrique subsaharienne ne dispose d'un dispositif comparable.**

Les réserves opérationnelles africaines — destinées à couvrir les cycles normaux d'approvisionnement — varient généralement entre quelques jours et quelques semaines. Le Sénégal maintient des stocks couvrant approximativement 15 à 20 jours de consommation nationale dans les meilleures configurations. En cas de choc

d'approvisionnement prolongé, cette marge serait épuisée en moins d'un mois, laissant l'économie nationale entièrement exposée aux effets de la crise mondiale.

Zone / Pays	Statut	Réserves stratégiques	Autonomie estimée
États-Unis	Exportateur	~600 millions de barils (SPR)	~150 jours
Union européenne	Importateur	Obligation légale 90 jours	90 jours
Chine	Importateur net	Réserves stratégiques en cours	~80-90 jours
Japon	Importateur net	Réserves publiques + privées	~170 jours
Sénégal	En transition	Stocks opérationnels seulement	~15-20 jours
CEDEAO (moyenne)	Importateurs nets	Inexistantes ou marginales	< 30 jours

Tableau 1 — Capacités de résilience énergétique face aux chocs d'approvisionnement

C. La vulnérabilité monétaire — l'effet amplificateur

La dépendance aux hydrocarbures est aggravée par la structure monétaire des économies africaines. Les achats de pétrole s'effectuent en dollars américains. Un choc pétrolier déclenche donc simultanément deux mécanismes destructeurs : la hausse du prix en dollars du pétrole importé **et** la dépréciation des monnaies locales face au dollar, les investisseurs fuyant vers des actifs refuges. Ces deux effets se cumulent et s'amplifient mutuellement, produisant un choc final bien supérieur à ce que subiraient des économies à monnaie corrélée au dollar ou disposant de réserves de change significatives.

Les pays de la zone franc CFA bénéficient d'une parité fixe avec l'euro qui les protège en partie de la dépréciation monétaire — mais pas du renchérissement du pétrole lui-même, libellé en dollars. Pour les pays à monnaie flottante — naira nigérian, cedi ghanéen, shilling kényan — l'effet combiné peut être dévastateur pour les finances publiques comme pour le pouvoir d'achat des ménages.

III. SCÉNARIOS D'IMPACT D'UNE FERMETURE D'ORMUZ SUR LES ÉCONOMIES AFRICAINES

A. La mécanique de transmission en trois vagues

Une fermeture du détroit d'Ormuz — même partielle, même de courte durée — déclencherait vers les économies africaines une séquence de transmission en trois vagues successives distinctes.

La **première vague** est immédiate et mondiale : une hausse brutale du prix du baril sur les marchés internationaux, dès les premières heures d'un blocage crédible. Les marchés anticipent la pénurie avant même qu'elle ne se matérialise. Rappelons ici un point central de notre analyse précédente : l'Iran n'a pas besoin de fermer physiquement le détroit pour produire cet effet. **La crédibilité de la menace suffit** à générer une prime de risque géopolitique immédiate répercutée sur les prix mondiaux.

La **deuxième vague** frappe les économies importatrices avec un décalage de quelques semaines, au moment où les stocks tampons s'amenuisent et où les coûts se répercutent sur les prix à la pompe. En Afrique subsaharienne, ce délai est particulièrement court — deux à quatre semaines — compte tenu de la faiblesse des réserves opérationnelles.

La **troisième vague** est l'onde inflationniste qui se propage à l'ensemble de l'économie réelle : renchérissement des coûts de transport, hausse des prix des denrées alimentaires, pression sur les finances publiques des États qui subventionnent les carburants, contraction de l'activité économique globale. C'est cette troisième vague qui constitue le risque le plus grave pour la stabilité sociale et politique des États africains.

B. Trois scénarios graduels

Scénario 1 — Perturbation partielle (2 à 4 semaines)

Blocage partiel d'Ormuz sur une période courte, avec réouverture progressive. Hausse du pétrole de 60 à 80 %. Impact en Afrique de l'Ouest : hausse des prix à la pompe de 30 à 50 %, inflation alimentaire de 10 à 15 %, pression sur les réserves de change. Récession technique dans les économies les plus exposées. Risque social modéré mais réel.

Scénario 2 — Blocage prolongé (2 à 6 mois)

Fermeture effective du détroit pendant plusieurs mois malgré les tentatives de déblocage. Hausse du pétrole de 120 à 200 %. Épuisement des stocks tampons africains en moins d'un mois. Rationnement dans plusieurs pays, paralysie partielle des transports, effondrement de la production agricole dépendante des intrants pétroliers. Risque de déstabilisation politique dans les États les plus fragiles de la bande sahélienne.

Scénario 3 — Conflit régional généralisé (> 6 mois)

Escalade en conflit régional impliquant plusieurs fronts simultanés, paralysant durablement les routes maritimes du Golfe. Choc pétrolier d'une ampleur inédite depuis

1973. Récession mondiale profonde avec effets disproportionnés sur les économies africaines. Crise de la dette souveraine dans plusieurs États subsahariens. Risque de déstabilisation systémique de la gouvernance régionale en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

IV. L'ÉQUATION SÉNÉGALAISE — ENTRE DÉPENDANCE HÉRITÉE ET TRANSITION PÉTROLIÈRE NAISSANTE

A. Un pays à la croisée des chemins énergétiques

Le Sénégal présente en 2025 une configuration énergétique singulière et paradoxale. D'un côté, il reste profondément dépendant des importations d'hydrocarbures pour sa consommation nationale : carburants, gaz de cuisson, produits pétroliers pour l'agriculture et le transport. De l'autre, il entre dans une phase historique avec la mise en production de ses champs gaziers offshore — notamment le champ de Grand Tortue Ahmeyim, développé en partenariat avec la Mauritanie — et les perspectives d'exploitation pétrolière à moyen terme.

Cette bifurcation crée une **fenêtre d'opportunité stratégique unique** : le Sénégal dispose d'un levier de négociation et d'un capital politique qu'il n'avait pas encore il y a cinq ans pour construire une architecture de sécurité énergétique nationale et régionale. La question est de savoir si ses dirigeants et ses stratèges sauront saisir cette fenêtre avant qu'elle ne se referme sous l'effet des pressions des marchés internationaux ou de choix d'exportation qui reproduiraient la malédiction des ressources.

B. Les quatre canaux de transmission du choc vers l'économie sénégalaise

Un choc pétrolier majeur se transmettrait à l'économie sénégalaise par quatre canaux principaux et complémentaires.

- **La Société Africaine de Raffinage (SAR)** : principal outil de transformation des hydrocarbures importés, verrait ses coûts d'approvisionnement exploser, avec des répercussions immédiates sur les prix à la consommation et sur l'ensemble de la chaîne de distribution nationale.
- **La Senelec** : dont une part non négligeable de la production électrique repose encore sur des centrales thermiques à fioul lourd, serait contrainte soit d'augmenter ses tarifs, soit d'alourdir sa dette envers l'État — aggravant un déficit chronique déjà préoccupant.
- **La pêche artisanale** : pilier de la sécurité alimentaire et de l'emploi côtier, verrait ses coûts de carburant multipliés, menaçant la viabilité économique de

milliers de petites unités de pêche et la disponibilité de protéines animales pour les ménages les plus modestes.

- **Le transport routier** : entièrement dépendant du diesel, répercuterait les hausses sur l'ensemble de la chaîne logistique nationale — avec des effets en cascade sur les prix alimentaires, la distribution des biens de première nécessité et la mobilité des travailleurs.

L'inflation qui en résulterait toucherait prioritairement les ménages les plus pauvres, dont la part du budget consacrée à l'alimentation et aux transports est structurellement élevée. Une hausse du pain, de l'huile et des produits de base — rendue inévitable par la répercussion des coûts énergétiques — constituerait un **détonateur potentiel de tensions sociales** que la mémoire des émeutes de 2021-2023 rend particulièrement préoccupant pour la stabilité politique.

C. La transition comme levier — une souveraineté à construire sans attendre

La transition énergétique en cours offre une réponse structurelle à cette vulnérabilité — à condition qu'elle soit pensée en termes de **souveraineté nationale** et non seulement de rentabilité exportatrice. Le péché originel de nombreux pays producteurs africains a été de traiter leurs ressources naturelles comme des revenus d'exportation plutôt que comme des leviers de sécurité nationale. Le Sénégal a l'opportunité — et la responsabilité — de ne pas répéter cette erreur historique.

Cela implique concrètement : prioriser dans les contrats d'exploitation des clauses de fourniture domestique garantissant qu'une part du gaz et du pétrole produit alimente le marché intérieur à des prix protégés ; investir les revenus pétroliers dans la construction de réserves stratégiques nationales ; accélérer le déploiement des énergies renouvelables — solaire et éolien — pour réduire structurellement la dépendance aux hydrocarbures importés dans la production électrique.

V. VERS UNE DOCTRINE AFRICAINE DE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE COLLECTIVE

A. Le déficit institutionnel actuel

L'Union africaine et les organisations régionales comme la CEDEAO n'ont pas, à ce jour, développé de doctrine cohérente et opérationnelle de sécurité énergétique collective. Il existe des déclarations d'intention, des programmes de coopération dispersés, des projets d'interconnexion électrique partiellement réalisés — mais pas d'architecture intégrée capable de répondre à un choc d'approvisionnement exogène majeur. Ce déficit institutionnel est le reflet d'un déficit analytique : la vulnérabilité

africaine aux crises du Golfe n'a pas encore été suffisamment internalisée dans les doctrines stratégiques des États du continent.

B. Quatre piliers d'une réponse africaine

Une doctrine africaine de souveraineté énergétique collective devrait reposer sur quatre piliers complémentaires :

- **Réserves stratégiques régionales mutualisées :** Création, sous l'égide de la CEDEAO ou de l'Union africaine, d'un mécanisme de réserves pétrolières mutualisées — sur le modèle de l'Agence Internationale de l'Énergie — permettant aux États membres de s'appuyer sur un stock tampon commun en cas de choc. Les pays producteurs (Nigeria, Sénégal, Angola) contribueraient en hydrocarbures ; les pays importateurs, en financements et capacités de stockage.
- **Clauses de fourniture domestique dans les contrats d'exploitation :** Exiger systématiquement, dans les accords d'exploitation pétrolière et gazière signés avec les compagnies internationales, des clauses garantissant une part de production réservée au marché intérieur à des prix protégés en cas de crise mondiale. Cette approche, pratiquée par certains pays d'Amérique latine, est parfaitement compatible avec les standards juridiques internationaux.
- **Accélération de la diversification du mix énergétique :** La réduction de la dépendance aux hydrocarbures importés pour la production électrique est à la fois une réponse climatique et une réponse sécuritaire. Les énergies solaire et éolienne, dont l'Afrique dispose d'un potentiel parmi les plus importants au monde, constituent la seule source entièrement souveraine — non soumise aux aléas des marchés mondiaux ni aux crises géopolitiques des zones productrices.
- **Diplomatie pétrolière africaine proactive :** Développer une capacité collective de négociation avec les pays producteurs du Golfe, permettant de sécuriser des accords d'approvisionnement à long terme assortis de clauses de stabilité de prix. L'Afrique représente un marché croissant et stratégiquement important — cette réalité confère aux États africains un pouvoir de négociation encore très largement sous-utilisé.

VI. CONCLUSION — LA LUCIDITÉ COMME PREMIER DEVOIR STRATÉGIQUE

La crise du Moyen-Orient nous enseigne une leçon que l'Afrique ne peut plus se permettre d'ignorer : les chocs géopolitiques qui se jouent à des milliers de kilomètres de ses frontières peuvent la frapper au cœur de ses équilibres économiques et sociaux, avec une rapidité et une brutalité que ni ses institutions ni ses réserves actuelles ne permettraient d'absorber.

Cette vulnérabilité n'est pas une malédiction inscrite dans la géographie. Elle est le produit de choix — ou d'absences de choix — stratégiques qui peuvent être rectifiés. Le Sénégal, en particulier, se trouve à un moment charnière de son histoire énergétique où les décisions des prochaines années détermineront si le pays reproduit le schéma extractif qui a appauvri tant d'économies africaines riches en ressources, ou s'il construit une souveraineté énergétique réelle au service de son développement et de sa stabilité.

Conviction centrale : L'Afrique ne peut pas continuer à être le continent qui subit les crises qu'elle n'a pas créées, sans avoir jamais pris le soin de construire les instruments qui lui permettraient de les absorber. La souveraineté énergétique n'est pas un luxe de pays riches — c'est une condition de base de la sécurité nationale et de la stabilité sociale.

La question n'est plus de savoir si une perturbation majeure des approvisionnements pétroliers mondiaux est possible — les événements récents au Moyen-Orient démontrent que ce scénario est loin d'être hypothétique. La question est de savoir si les États africains auront eu la lucidité stratégique de se préparer avant que la crise ne frappe. Car dans le domaine de la sécurité énergétique comme dans tant d'autres, la préparation ne se fait pas dans l'urgence — elle se construit dans la sérénité du temps long, quand les marchés sont calmes et les dirigeants disponibles pour penser au-delà de l'immédiat.

C'est à cet effort de lucidité stratégique anticipatrice que le présent article voudrait contribuer — en nommant clairement une vulnérabilité que l'Afrique n'a pas le luxe d'ignorer.

Réf.. RÉFÉRENCES

- [1] NGOM, Abbé Dibacor Philippe (2025). « Vigilance stratégique face à l'escalade au Moyen-Orient : anatomie d'un conflit multidimensionnel ». Revue Vision Géopolitique, CAISP.
- [2] Agence Internationale de l'Énergie (AIE) (2024-2025). Oil Market Report. Paris : AIE.
- [3] Commission de la CEDEAO (2023). Rapport sur la sécurité énergétique en Afrique de l'Ouest. Abuja : CEDEAO.
- [4] Banque mondiale (2024). Africa's Pulse — Energy Security and Economic Resilience. Washington : Banque mondiale.
- [5] Ministère du Pétrole et des Énergies du Sénégal (2024). Données sur les importations d'hydrocarbures et les capacités de stockage nationales.

- [6] Johnson, L. (2025). The U.S. Will Exhaust Itself & Lose War Against Iran. Sonar21.
- [7] Yergin, D. (2011). The Quest: Energy, Security, and the Remaking of the Modern World. New York : Penguin Press.
- [8] Martre, H. (1994). Intelligence économique et stratégie des entreprises. Paris : La Documentation Française.

Abbé Dibacor Philippe NGOM

Prêtre de l'archidiocèse de Dakar · Doctorant en Géopolitique (UPEACE) · Expert Intelligence Économique

Analyste en Intelligence Stratégique · Spécialiste en Géopolitique, Gouvernance et Paix · Rédacteur en chef

Centre Africain d'Intelligence Stratégique pour la Paix (CAISP) · CIS-PAIX · Revue Vision Géopolitique